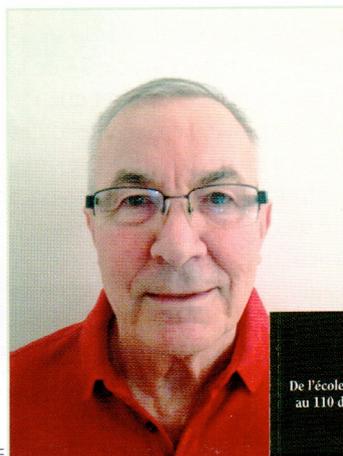


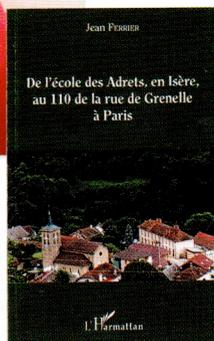
De l'école des Adrets au

Des Adrets en Isère où il fut, à 20 ans en 1959, directeur de l'école primaire et secrétaire de mairie, jusqu'au cabinet de Lionel Jospin puis à la direction de l'enseignement primaire, pour finir recteur et inspecteur général, Jean Ferrier a connu tous les rouages de l'Éducation nationale. Dans un livre autobiographique, il nous raconte son parcours et propose ses solutions pour l'école.



DR

De l'école des Adrets, en Isère, au 110 de la rue de Grenelle à Paris. Éditions l'Harmattan ISBN 978-2-343-07123-7



Dans votre très riche parcours, on sent une tendresse particulière pour votre premier poste d'instituteur-directeur d'école. Est-ce de là que vous tirez votre credo selon lequel tout se joue au primaire ?

À l'exception du poste de recteur, un peu trop politique à mon goût, j'ai aimé toutes les étapes de mon parcours professionnel, différent pratiquement tous les cinq ans. C'est probablement pour cela que j'y ai mis autant d'engagement. Mais c'est vrai que je conserve un souvenir fort de mes activités aux Adrets et que j'ai gardé des amitiés très solides dans cette commune rurale parce que, je crois, je m'y suis beaucoup investi et cela a touché la population. Un maître d'école qui joue avec ses élèves à la récréation, qui sait traire les vaches et connaît vraiment le métier de paysan, capable de donner la main aux travaux des champs, cela ne s'était jamais vu. Et surtout par-dessus tout, j'avais déjà bien compris qu'une scolarité primaire ratée ne se rattrape jamais.

Les études montrent que le primaire est plus mal doté en France que dans les pays comparables de l'OCDE. C'est une question de moyens ?

Les moyens sont suffisants. Avec 25 élèves par classe il est tout à fait possible de bien travailler. En moyenne l'effectif des classes est de 23 en élémentaire et de 25,7 en maternelle. Dans l'enseignement public, il y a 248 000 classes en France et 320 000 enseignants. On entend parfois les syndicats se plaindre mais il faut raison garder : le travail des professeurs des écoles peut être difficile mais ce n'est ni le baigne ni l'usine. Ce n'est pas là qu'est le problème principal de l'école. Il est dans l'ambition démesurée des programmes, qui sont d'une lourdeur incompatible avec les horaires d'enseignement. On ne peut pas faire davantage quand, dans le même temps, on a perdu à coup de réformes successives l'équivalent d'une année de classe sur la scolarité en primaire. Les enseignants sont conduits à faire des choix aléatoires d'une classe à l'autre. Il faudrait réduire le contenu des programmes d'un bon quart pour s'autoriser ensuite à avoir des exigences claires. Les retards pris au primaire se rattrapent difficilement et les redoublements ne règlent rien, dans la mesure où l'on ne tient en général aucun compte des acquis antérieurs des élèves concernés.

110 rue de Grenelle

Plus grave encore, 20 % des élèves sont en situation d'échec plus ou moins marqué à leur entrée en 6^e. C'est inacceptable. Si l'on veut corriger les inégalités, c'est là dessus qu'il faut agir. Les cycles auraient dû permettre d'améliorer cette situation, s'ils avaient été mis en œuvre.

Vous pensez à la réforme des rythmes scolaires ?

Le problème des réformes pour l'école c'est qu'elles se font presque toujours en faveur des adultes, enseignants ou parents, voire professionnels de divers secteurs. Quand dans certaines villes, suite au décret pris par le ministre Hamon, on a casé le périscolaire le vendredi après-midi, comment voulez-vous que cela bénéficie aux élèves ? Leurs journées sont strictement les mêmes qu'avant ! Par ailleurs, et ce n'est pas une critique car les maires n'y étaient pas forcément préparés, la qualité de l'encadrement et des activités périscolaires est très variable d'une commune à l'autre. Il faudrait sans doute que les collectivités locales prennent grand soin de la formation des intervenants et veillent à ne pas empiéter sur le temps scolaire. Je ne crois pas qu'enlever des heures de classe aux élèves, pour les remplacer par des activités diverses, soit une solution. Le niveau baisse réellement aujourd'hui à l'école primaire. S'est-on demandé si cette diminution du nombre d'heures de classe n'en est pas en partie responsable, au même titre que les problèmes de la formation initiale et l'absence de formation continue des enseignants ? Il faut faire travailler les élèves, ils ne demandent que cela, mais en fixant bien les priorités. Je le dis très gravement : si l'on veut renverser cette tendance, il faut faire travailler davantage les élèves.

Vous dites que l'inertie est un mode de gestion assez fréquent dans l'Éducation nationale. Ceci explique-t-il cela ?

La demande implicite de l'institution est souvent, en effet, de ne pas faire de vagues. Les corps intermédiaires sont donc souvent paralysés par la crainte de créer une crise. Les inspecteurs des écoles primaires se plaignent fréquemment de ne pas être soutenus, quand ils ne sont pas abandonnés en rase campagne. Du point de vue de l'investissement dans le travail et du respect des textes législatifs et réglementaires, notamment des programmes, la III^e République était autrement efficace que le système actuel où pratiquement personne ne rend

plus compte du travail effectué. La gestion des ressources humaines, qui devrait être basée sur la définition précise des tâches attendues, l'évaluation du travail réalisé et les conséquences à en tirer, se fait, en règle générale à l'ancienneté. Les syndicats y veillent jalousement. Quand, inspecteur d'académie dans le Nord, j'ai fait sanctionner deux enseignants pour absentéisme notoire, je n'ai eu aucune remarque, ni de leurs collègues ni des syndicats. Ils n'étaient pas mécontents que l'inspecteur d'académie se charge de cette tâche, pour des enseignants qui détruisent la réputation du corps. Il serait sans doute efficace que l'administration fût un peu plus incisive. Mais voilà une affirmation très « politiquement incorrecte ». Il faut demander aux maîtres un enseignement réaliste, réalisable. Alors on pourra avoir des exigences claires à leur égard.

En 1998, vous aviez remis à Ségolène Royal, alors ministre de l'Enseignement, un rapport et des préconisations. Savez-vous ce qu'il est devenu ?

Je redoute qu'il ait fini dans un tiroir... trop dérangeant sans doute.

Propos recueillis par Laurent Thoviste

Biographie

- 1959-1965 - Instituteur, directeur d'école et secrétaire de mairie aux Adrets (38)
- 1965-1970 - Élève professeur des IPES
- 1970-1971 - Professeur de collège
- 1971-1984 - Professeur de lycée
- 1984-1988 - Inspecteur d'académie
- 1988-1990 - Conseiller technique du ministre de l'Éducation nationale
- 1990-1992 - Directeur des écoles au ministère de l'Éducation nationale
- 1992-2001 - Inspecteur général de l'Éducation nationale
- 2001-2002 - Recteur de l'académie de Poitiers
- 2002-2005 - Inspecteur général de l'Éducation nationale